



COMPTE RENDU CAPL du 24/06/2019 MUTATIONS au 1^{er} septembre 2019

Les CAP locales de mutations ont eu lieu le 25 juin 2019,

A l'ouverture de la CAP des A , la CGT Finances publiques a lu sa déclaration liminaire.

La CGT a dénoncé la destruction du service public, voir liminaire jointe à ce compte rendu.

En réponse, le Directeur s'est lancé dans une longue tirade, rappelant que nous sommes des fonctionnaires , et que nous devons obéir aux directives d'un gouvernement qui a été élu démocratiquement.

Il nous a expliqué que le service public est un service à tous les publics, et que la DGFIP n'a pas le monopole des décisions, Il y a d'autres administrations qui rentrent dans le nouveau schéma du service au public.

Pour le Directeur, il n'y a pas de destruction du service public, mais une évolution des concepts et de l'organisation. On doit se poser des questions et faire des propositions. On va vers des évolutions et l'émergence de nouveaux métiers. Au lieu de contester, nous devrions être partie prenante de ces évolutions et il nous invite à participer activement aux discussions !!!!!.

Il est loyal et républicain convaincu et a entièrement confiance dans l'avenir de la DGFIP et des services publics, nous accusant d'être l'inverse....

Concernant les suppressions d'emplois, il a dénoncé une désinformation qui circule. Il était à la DG la veille, et personne, pas même le Ministre ne sait s'il y aura encore des suppressions d'emplois, quelles administrations seront impactées, Personne ne sait rien, les suppressions d'emploi ne sont pas stabilisées.

En bref, on s'inquiète pour rien et on ferait mieux de participer à l'administration de demain, et à l'évolution de la Fonction Publique dans sa globalité. LES AGENTS APPRECIERONT !!!! aussi peu de

visibilité sur leur avenir est de plus en plus anxiogène et la DG ne semble pas s'en préoccuper.

Concernant les mouvements de mutation des cadres A ,C,B , la CAPL par elle-même a été , comme d'habitude, assez expéditive :**respectivement 45 minutes, 35 minutes et 50 minutes.**

A l'issue des CAP, les vacances s'établissent comme suit :

Cadre A :

+0,3 effectifs suite à intégration de la fusion des SPF

Cadre B :

-19,60 effectifs suite à intégration de la fusion des SPF

Cadre C :

- 15,80 effectifs à l'issue de la CAP : 7 arrivées nettes dans le département (14 arrivées – 7 départs).

14 stagiaires rejoindront leur service d'affectation au 29/07 mais 7 retourneront à l'ENFIP (01/09 ou 01/10), suite à l'obtention d'un concours.

Les élus CGT A, B et C ont voté contre le mouvement compte-tenu des manques d'effectifs et des difficultés à donner satisfaction à tous les agents.

La liste nominative des mouvements est disponible sur Ulysse-Ulysse63-

N'hésitez pas à contacter vos élus pour plus de renseignements.

Les élus CGT :

cadres A: Michèle PINGUET, Marie-Christine POUVEROUX (experte)

cadres B: , Marie-Thérèse BOTE, Marie-Christine POUVEROUX , Marion AUZAT (experte)

cadres C : Cyril Girard, Franck MIRATON, Céline CASOLARI (experte)

<http://www.dgfip.cgt.fr/63/>

DECLARATION LIMINAIRE DES ELUS CGT

Monsieur le Président,

La DGFIP subit de plein fouet la politique du gouvernement MACRON.

Les directions sont aux ordres et ont prêté allégeance au ministre Darmanin

Notre réseau de proximité est attaqué depuis des années. 700 implantations ont déjà disparu depuis 2012. Le gouvernement et la DG veulent aujourd'hui, avec la déconcentration de proximité dont les cartes ont été publiées et dans le cadre de la casse de l'ensemble de la Fonction publique, porter le coup de grâce à la DGFIP. En effet, nous pouvons évaluer les conséquences de ce plan à une suppression de plus d'un millier d'implantations (trésoreries et services fiscaux). Dans quel but ? Accélérer les suppressions massives d'emplois (120 000 fonctionnaires, dont 50 000 dans la Fonction Publique d'État, d'ici 2022, la DGFIP étant toujours considérée comme la principale contributrice) et réduire nos missions de service public.

Le gouvernement veut tromper l'opinion publique et les agents en affichant davantage de points de contacts mais en oubliant de préciser qu'il ne s'agira que de simples permanences mensuelles ou hebdomadaires et qui devront être « rentables » : un service public « low cost » assuré par des agents qui pourront ne pas être issus de la DGFIP, voire ne pas être fonctionnaires ! La réalité est une diminution générale des services de proximité de pleine compétence de plus de 50 % !

Depuis janvier et la divulgation de la note de la DG « bâtir un nouveau réseau », nous savions à quoi nous attendre. Notre Direction a bien répondu à la commande. Les annonces du 7 juin avaient pour but de frapper les esprits : un bombardement éclair et massif pour susciter l'effroi et la sidération chez tous les agents.

Aujourd'hui a lieu la CAPL de mutation. Compte tenu du timing aberrant des annonces faites, des agents vont être potentiellement affectés sur des postes voués à disparaître dans les 3 prochaines années et ce alors que les délais de séjour sont désormais de 2 ou 3 ans.

Pour toutes ces raisons, et de plus, les vacances d'emploi n'étant pas entièrement comblées après mouvement, la CGT finances Publiques votera contre ce mouvement.